

# EN MAURITANIE, LA MAINMISE DU POUVOIR ARABO-BERBÈRE

Alors qu'en mai 2016, la libération de Biram Dah Abeid, président de l'IRA-Mauritanie permettait d'envisager une décrispation du climat politique et social, une nouvelle vague de répression de cette organisation a eu lieu cet été et laisse présager de nouvelles tensions.

Tout a commencé par une opération d'expulsion qui a dégénéré. Environ un mois avant la tenue du sommet de la Ligue arabe à Nouakchott, les autorités ont, le 29 juin 2016, tenté d'expulser des dizaines de familles Harratines d'un bidonville de la banlieue de la capitale, sans leur offrir de solution de logement satisfaisante. Ces familles ont, de manière spontanée, défendu leurs habitations. Une dizaine de policiers ont été blessés. Dans les jours qui ont suivis, treize cadres de l'Initiative pour la Résurgence du Mouvement abolitionniste (IRA-Mauritanie – mouvement de lutte contre l'esclavage) ont été arrêtés. Pourtant, aucun d'entre eux n'avait organisé, ni participé aux événements du 29 juin.

Une nouvelle fois, le régime s'est servi d'un fait divers pour s'attaquer à l'IRA. Pendant plus d'une semaine, ses militants ont été placés en détention sans aucune possibilité de communiquer avec l'extérieur. Durant leur garde à vue, six d'entre eux ont été torturés par des policiers. Bien qu'ils aient indiqué ces actes de violence devant le tribunal, ce dernier n'a entrepris aucune enquête. La justice, peu indépendante, a, en revanche, décidé de les juger rapidement en optant pour une procédure en flagrant délit : dans la nuit du 11 au 12 juillet, vers 4h30 du matin, ils ont été entendus - sans avocat - par le parquet, avant d'être inculpés aux environs de 8 heures pour « rébellion, usage de la violence, agression envers les dépositaires de la force publique, appartenance à une organisation non reconnue ». Un mois plus tard, le 18 août, ils ont été condamnés à des peines de prison ferme allant de 3 à 15 ans (voir ACAT Agit page 19).

## Tensions communautaires

Cela fait maintenant huit ans que les membres de l'IRA font l'objet d'une vague ininterrompue d'arrestations et de harcèlements judiciaires destinés à réduire à néant l'organisation. Entre janvier 2015 et mai 2016, son président, Biram Dah Abeid a été détenu 18 mois après une condamnation à 2 ans de prison

pour une affaire montée de toute pièce par le régime en place. Cet été, ce sont treize de ses cadres et membres qui ont été condamnés à de lourdes peines de prison. Pour les autorités, qui n'ont toujours pas reconnu son statut officiel, l'IRA est une menace qu'il faut détruire. En vain : depuis sa création en 2008, elle reste l'organisation la plus structurée de la société civile mauritanienne et développe ses antennes à travers tout le pays au sein de la communauté Harratine. Ainsi, ces-derniers font de plus en plus entendre leur voix et dénoncent régulièrement les errements du régime dans sa mainmise du pouvoir.

Du côté des autorités, la riposte est simple : Biram Dah Abeid et son mouvement sont accusés de menacer l'unité nationale en jouant la carte du communautarisme. La réalité est plus complexe. Lors de son arrivée au pouvoir en 2008, après un coup d'État militaire, le général Mohamed Ould Abdel Aziz se voulait être le porte-parole des démunis et des laissés-pour-compte. Sept ans plus tard, après deux scrutins présidentiels gagnés (en 2009 et 2014), rien n'a véritablement changé. Le président a principalement servi les intérêts de sa tribu et de ses amis, comme l'ont fait ses prédécesseurs. Pire, l'élite arabo-berbère au pouvoir a été incapable de construire un État-Nation qui mette un terme définitif au passé esclavagiste et à ses séquelles.

Serait-ce dû au fait que le maintien au pouvoir d'une minorité « blanche » au détriment de la majorité « noire » ne semble pouvoir se réaliser qu'avec une politique raciste ? « *Les Harratines et les négro-mauritaniens – qui constituent les deux tiers de la population mauritanienne – sont systématiquement absents de toutes les positions de pouvoir réel et sont continuellement exclus de nombreux aspects de la vie économique et sociale* », expliquait Philippe Alston, le Rapporteur spécial des Nations unies sur l'extrême pauvreté et les droits de l'homme, le 11 mai 2016. Depuis l'indépendance du pays, les maures blancs, qui ne représentent

« Cela fait huit ans que les membres de l'IRA font l'objet d'une vague ininterrompue d'arrestations et d'harcèlement judiciaire. »



Manifestations des militants de l'IRA à Nouakchott en mars et septembre 2016

qu'une infime minorité de la population, accaparent le pouvoir politique de manière continue et les richesses économiques qui en découlent.

### Le pouvoir, coûte que coûte

Cette nouvelle vague de répression contre l'IRA est surtout symptomatique de la crispation du climat politique et social par un régime arabo-berbère, qui se sent en danger et qui a peur de perdre le pouvoir. Elle a un objectif clair et précis : réduire au silence cette organisation qui dénonce les injustices dans la société mauritanienne et qui prône l'émancipation des anciens esclaves et la conquête du pouvoir par les urnes. Car Biram Dah Abeid n'est pas qu'un militant qui lutte contre l'esclavage. Il est aussi un homme politique lancé dans une quête du pouvoir. En 2009, il a obtenu 9 % des voix lors de l'élection présidentielle, où il était le seul représentant de l'opposition qui avait préféré boycotter le scrutin faute de transparence. Dans une interview accordée à *Jeune Afrique* en août 2016, Biram Dah Abeid expliquait que « l'acharnement du pouvoir contre [son] organisation démontre que [son] discours a un impact fort en Mauritanie ».

Dans le contexte actuel de tension ethnico-sociale, la stabilité du pays tant vantée par le régime depuis plusieurs années pourrait être compromise. La captation du pouvoir a permis à certains proches du régime de s'enrichir de manière éhontée, parfois de manière peu légale. Perdre le pouvoir pourrait avoir comme conséquence de voir la justice s'intéresser à leur sort. Or, en 2019, le président Mohamed Ould Abdel Aziz terminera son second et dernier mandat et devrait, selon la Constitution nationale, quitter le pouvoir. En sera-t-il ainsi ? En avril 2016, plusieurs membres influents du gouvernement ont commencé à appeler à la révision de la Constitution pour permettre au président de « parfaire les chantiers et projets qu'il a démarrés ». La rhétorique est belle. C'est la même que l'on entend aux quatre coins

de l'Afrique lorsqu'un président en place rêve d'un mandat à vie. Une telle perspective ne peut que dégrader le climat politique avec l'opposition et la société civile. Début mai, le président annonçait un référendum constitutionnel, sans en préciser la teneur précise ni la date. Affaire à suivre ... •

### SANS L'IRA, UNE POSSIBLE RADICALISATION CHEZ LES JEUNES HARRATINES

La stratégie de réduire à néant l'IRA et de mettre ses principaux cadres en prison ne permettra pas de revenir à une situation passée, où les populations négro-mauritaniennes acceptaient leur asservissement dans la société. Les jeunes générations ne l'admettront pas. L'IRA, dans sa forme actuelle, permet à la jeunesse Harratine d'être canalisée dans un projet d'avenir plus égalitaire, le tout dans un cadre démocratique et pacifique. Sans cette organisation, il n'est pas impossible qu'une partie de cette jeunesse mécontente se radicalise et devienne davantage sensible aux sirènes de l'islamisme et des idées radicales, appelant à un changement de pouvoir politique par les armes et le djihad.

# 2008 13

La date à laquelle l'association IRA a demandé à être reconnue par l'État. Ce n'est toujours pas le cas en 2016...

Le nombre de camarades de l'IRA condamnés à différentes peines par la cour criminelle en août dernier. Entre autres pour « rébellion et appartenance à une organisation non reconnue ».